

**Avocat, chef partisan, député, ministre, Jean Terfve, un
« prince » communiste ?**

José GOTOVITCH

2014, 25 pages

Article disponible en ligne à l'adresse :

< http://www.carcob.eu/IMG/pdf/jean_terfve.pdf >

Pour citer cet article :

Référencement : GOTOVITCH, José, *Avocat, chef partisan, député, ministre, Jean Terfve, un « prince » communiste ?*, Bruxelles, CARCoB, 2014, [en ligne], < http://www.carcob.eu/IMG/pdf/jean_terfve.pdf >, (date de consultation).



Jean TERFVE

Liège 28 janvier 1909 – Forest 17 avril 1978

Avocat, député, ministre, dirigeant du Parti communiste de Belgique

Le rejet des valeurs familiales

Dernier des dix enfants nés dans la famille très catholique d'un instituteur de Nessonvaux, le père de Jean Terfve (Auguste, 1874 – 1929) est employé dans une compagnie d'assurance et devient ensuite courtier indépendant à Liège. Sa mère (Emilie Angéline Hansen) est d'origine paysanne. La famille incarne le milieu de la petite bourgeoisie, respectueuse des hiérarchies, tournée vers la réussite sociale par les études et foncièrement apolitique. Une sœur aînée incarnera d'ailleurs ces valeurs et les relations avec elle resteront toujours distantes. Fréquentant l'église et croyant jusqu'à seize ans, Jean Terfve suit cependant un parcours scolaire dans l'enseignement officiel. C'est à l'Athénée Royal de Liège (1917-1924) que s'accomplit sa double mutation. Excellent élève, féru d'art et de littérature, curieux de philosophie, il perd la foi et impose à ses parents sa rupture avec les pratiques religieuses. Il exprime de même le refus du conformisme, du respect des traditions qu'ils incarnent à ses yeux. La crise d'adolescence a une composante culturelle et sociale : Zola, Anatole France, Romain Rolland nourrissent en lui le rejet de la « société bourgeoise » et l'intérêt envers les positions du parti socialiste. Sans rompre avec eux, il se construit en opposition absolue au monde de ses parents. Dans une autobiographie rédigée en 1954, il insiste également sur la « répugnance » développée envers les combinaisons d'argent et



CARCoB asbl – Archives Communistes (Bruxelles), Archives photographiques, 0493, *Congrès des délégués d'Athénées, Morlanwelz, 1922. (Jean Terfve, 2^e rang à droite).*

les « solutions de compromis ». Et, détail non négligeable en fonction de la date de cette « autocritique » (nous y revenons plus loin), il situe à cette époque la naissance d'une parfaite confiance en soi, voire d'un « sentiment d'orgueil ».

Mais sa socialisation s'effectue alors sur le terrain culturel. Il apparaît en effet comme Secrétaire général de la *Fédération des Élèves des Athénées de Belgique*, dont la section liégeoise forte de 325 membres en 1923 est la plus active. La Fédération publie *Belgique- Athénée, Revue littéraire mensuelle de jeunes* et organise fêtes, visites culturelles et représentations théâtrales.

Premiers engagements : du pacifisme au marxisme, de l'antifascisme au communisme

C'est à l'Université de Liège où il entame des études de droit en octobre 1924 que son intérêt pour les problèmes internationaux s'éveille. Il aurait effectué son service militaire comme soldat, en 1926. S'il s'affilie aux *Étudiants socialistes* en 1927, c'est au *Groupement Universitaire pour la SDN* qu'il déploie une intense activité. Comme organisateur, orateur et responsable politique, il en devient l'un des principaux dirigeants. C'est sous sa présidence qu'éclatent de violents incidents à l'occasion de l'invitation faite aux pacifistes allemands von Gerlach et Bergstristcher.

Parallèlement, la curiosité intellectuelle s'aiguise et il fonde avec des étudiants libéraux progressistes et des socialistes un cercle d'étude d'économie politique au sein duquel s'effectue une première initiation au marxisme.

Diplômé en juillet 1929, il prête serment le 16 septembre et entame son stage chez l'avocat et homme politique libéral Auguste Buisseret. Il louera l'excellence de la formation professionnelle que ce dernier lui dispensera, son ouverture d'esprit et la confiance témoignée, dans le respect absolu de l'évolution politique rapide de son jeune collaborateur. Ayant perdu son père à la fin des études et vivant seul avec sa mère, J.T. ne dédaigne pas tenir une chronique judiciaire à *L'Express* en même temps qu'il enseigne la législation sociale et l'économie politique dans une école technique provinciale. C'est en 1930 qu'il rencontre, au sein du Groupement pour la SDN, Andrée Legros (Dampremy, 31 août 1907- Bruxelles, 9 septembre 1975), licenciée en mathématique et physique. Ils se marient en 1932. Issu d'un milieu ouvrier, ouvrier à 15 ans, le père d'Andrée s'est hissé à force de cours du soir au rang d'ingénieur en chef au sein des Ateliers de construction électriques de Jeumont. Il aura à cœur de soutenir les études universitaires de ses quatre enfants, tout en constituant pièce à pièce un modeste patrimoine immobilier (maisons à Dampremy, Uccle, Liège, Coxyde et jusqu'en Dordogne). L'aisance relative du ménage Terfve découlera donc du métier exercé par l'épouse (professeure à Liège, puis inspectrice) ainsi que des dons et héritages issus de cette branche familiale.

Inscrit au Tableau de l'Ordre le 11 octobre 1932, l'avocat Terfve a persévéré dans l'acquisition d'une culture marxiste à laquelle il adhère désormais sans compter. Il estime alors devoir abandonner la position du spectateur pour s'engager. Mais cet engagement va s'opérer sur un mode qui le caractérisera toute sa vie : en maintenant, en cultivant même les liens qui le relie aux intellectuels « progressistes », libéraux, libre

penseurs, socialistes, sans parti. Au plus fort des périodes les plus agressives de son parcours communiste ultérieur, il demeurera l'interlocuteur de tous, bénéficiant des réseaux qu'il n'a cessé de tisser.

Ainsi apparaît-il en 1931, aux « Assises du Ring » à Liège, comme accusateur public du « procès » monté par le Jeune Barreau à Julien Sorel, sous la présidence de Carlo Bronne. Il réédite cette prestation à la « Tribune libre de Bruxelles » sous les auspices du journal *Le Rouge et le Noir*. Le public constitué en jury ne le suivra pas et acquittera Julien.... Il prend plaisir à ces plaidoiries historiques en « défendant » par exemple Gaston Doumergue. Mais par ailleurs, on trouve sa signature aux cotés de celles de Georges Truffaut et Auguste Buisseret dans *La Barricade*, organe d'action wallonne. Il milite pour l'usage exclusif de la langue française au sein des cours de justice en Wallonie. Terfve s'inscrit ainsi profondément au sein de la (bonne) société liégeoise et ses engagements ultérieurs ne feront que renforcer le maillage. En 1933-1934, il est secrétaire du Jeune Barreau.

Rien d'étonnant dès lors que ce soit de France que lui soient venus et la prise de conscience du danger fasciste et le contact direct avec des intellectuels marxistes. La défense de grévistes de 1932 avait aiguisé son engagement social. Février 1934 le sensibilise à la violence politique. En écho à l'initiative née à l'ULB, se constitue en août 1935 à Liège, un *Comité de Vigilance des Travailleurs intellectuels*, dont le Professeur de l'ULg Louis Verlaine assure la présidence, y entraînant ses collègues Victor Bohet et Hubeau. Jean Terfve en est la cheville ouvrière. Ce comité devient la section liégeoise du CVIA (intellectuels antifascistes), dont Paul Brien et Louis Verlaine vont assurer successivement la présidence nationale. Le premier congrès du CVIA se tient à Liège en mai 1936. Cette action antifasciste sera le vecteur d'intégration de Jean Terfve au parti communiste. Les rencontres et discussions avec notamment l'avocat Robert Lejour, dirigeant du Secours Rouge en Belgique, avec Henri Wallon, Paul Langevin, André Wurmser ou Georges Cogniot à Paris ont raison de ses réticences envers la discipline de parti. Il adhère en 1935 au PCB.

Dès lors il assume un rôle central dans la présence communiste au sein du monde intellectuel liégeois, action qui recouvre alors la lutte antifasciste, notamment contre Rex, les efforts pour la constitution d'un Front Populaire belge, la défense en justice sous les couleurs du Secours Rouge, des militants poursuivis. Il est envoyé par l'Association Juridique internationale auprès d'Edgar André incarcéré à Hambourg et met sur pied le comité international de défense. Il poursuit par ailleurs sa formation théorique : il insistera toujours sur le caractère essentiel joué dans ses engagements par l'étude « poussée » du marxisme. Il anime un Cercle d'études marxistes que fréquentent des étudiants et des universitaires, dont sa propre épouse. Alors enseignante, celle-ci a mis sur pied un Comité d'aide aux enfants espagnols et le couple adopte un garçon de l'âge de leur fille Lise, née en 1934. Andrée, qui n'adhère au PC qu'en 1940, a pris en 1937 des responsabilités au sein de la section belge du Comité mondial des Femmes contre la guerre et le fascisme.

Sous le parrainage de Victor Bohet qui en est alors le Vénérable, Jean Terfve est initié en 1936 à la Loge Hiram du Grand Orient de Belgique, atelier particulièrement engagé dans

l'antifascisme. Dans le « testament philosophique » que rédige tout candidat maçon, Terfve mettait en avant la lucidité et la nécessité de ne pas demeurer un spectateur. L'incompatibilité entre l'appartenance à l'Internationale communiste et à la maçonnerie étant toujours d'application, Terfve a manifestement bénéficié d'une dérogation pour l'intérêt des liens qu'il tisse dans ce milieu, orientation qui correspond au tournant effectué par l'IC en faveur de l'unité antifasciste. L'image que construit Terfve avant 1940 est donc celle de l'intellectuel marxiste, antifasciste, de l'avocat défenseur des victimes de la répression sociale et politique, plutôt que celle du militant de parti.

Un certain mystère entoure la situation de Jean Terfve au 10 mai 1940. Officiellement il aurait fait la campagne du 10 au 28 mai 1940 comme soldat du 62ème Régiment de Ligne. C'est du moins ce dont témoigne un Lieutenant d'active atteint par la limite d'âge en 1949. Témoignage unique, car plus aucun dossier ne subsiste de son passé militaire dans les archives de l'Armée. En revanche, la mémoire familiale a conservé le souvenir d'un exode individuel en France dont la seule trace figure dans sa demande du statut de résistant armé, action entamée « dès sa rentrée au pays après démobilisation en fraude en août 1940 ». Le mot « déserteur » fut même prononcé, mais rien de tangible ne vient étayer ce « statut ». Quoi qu'il en soit de la valeur de l'attestation privée délivrée dans les années '50, il n'aurait pas été admis après-guerre que le colonel de la résistance, ancien ministre communiste, eut échappé à ses obligations à la faveur de la pagaille de mai 1940

Le dirigeant clandestin

L'occupation n'interrompt pas immédiatement les activités professionnelles. Terfve plaide au Palais et des réunions communistes se tiennent discrètement. Mais dès l'automne la fédération du PC lance un organe clandestin (*Liberté*) et, de leur côté, sous la direction de Terfve, quelques intellectuels tentent, par le biais d'un clandestin spécifique, *L'Espoir*, de briser l'isolement dans lequel le Pacte germano-soviétique a placé les communistes. L'objectif est de retisser les liens avec les membres du CVIA, en usant notamment des proximités maçonniques car le succès de la manifestation contre Degrelle le 5 janvier 1941 a permis d'entrevoir des rapprochements.

Mais le 22 juin, Jean Terfve est l'une des victimes de l'opération *Sonnewende* et se retrouve incarcéré à la citadelle de Huy en compagnie notamment de Julien Lahaut. Le dernier numéro connu de *L'Espoir*, en septembre 1941, fait largement écho à l'internement de ce dernier. Mais à ce moment, depuis le 25 août, Jean Terfve est libre et dans la clandestinité, ayant réussi une stupéfiante évasion par un étroit conduit dans les murs de la citadelle. Compagnon d'échappée, Lahaut a chuté. Immobilisé car blessé, il connaîtra la déportation. En se retrouvant au sortir de la guerre, les deux hommes effaceront tout malentendu quant à ces circonstances dramatiques.

Début alors une plongée de trente-six mois (un record !) dans la clandestinité. Une suite ininterrompue de responsabilités l'amènera au sommet du PCB, mais sans en avoir exercées dans l'appareil du parti proprement dit. Évacué de la région liégeoise avec interdiction d'y reparaître, Terfve est envoyé faire ses classes illégales au Borinage. Et très rapidement (début 1942) il est chargé d'y mettre sur pied le Front de

l'Indépendance, c'est à dire de trouver – en dehors du PC- des hommes et des femmes prêts à s'engager aux côtés des communistes, dans un mouvement large dont l'unique objet est la lutte contre l'occupant et ses collaborateurs. Combat politique dont l'arme essentielle est la propagande, contre les idées et les hommes d'Ordre Nouveau, pour la solidarité avec ses victimes, le soutien à ceux qui combattent les armes à la main. L'outil principal est la presse et partout où Terfve va passer naissent des journaux clandestins, locaux, régionaux, ou spécifiques à certains secteurs professionnels. Il excelle à mobiliser ses réseaux, universitaires, artistiques, maçonniques et par là politiques, qui permettent la constitution de comités FI « pluralistes » auxquels viennent s'agréger peu à peu des forces individuelles désireuses d'agir sans plus attendre. Au Borinage, il bénéficie de l'appui de plusieurs pasteurs protestants. Ayant pleinement accompli sa mission, il reçoit la responsabilité de l'ensemble du Hainaut en mai 1942. A cet échelon, la réussite la plus tangible est l'édition d'*Indépendance* qui atteint un tirage de 40.000 exemplaires, avec tout ce que cela signifie en termes de fabrication, et surtout de réseau de diffusion. Début 1943, il est responsable de toute la partie francophone du pays, Liège excepté. Il réside successivement à Frameries, à La Louvière, pour ensuite gagner Bruxelles qu'il ne quittera plus.

Leur fille est mise à l'abri chez ses grands-parents à Jeumont. Elle y entame ses classes primaires qu'elle achèvera à Jumet. Andrée Terfve, également illégale, demeure un moment avec son mari au Borinage tout en assumant des responsabilités spécifiques. Dès 1942 son itinéraire diverge, mais le couple bénéficie de temps à autre d'un week-end de rencontre autorisé par le parti. Elle travaille dans le service Logements, rayonnant dans tout le pays, sauf Liège et le Borinage. En 1944, elle assume la fonction hautement responsable de secrétaire du Commandant national des partisans. Arrêtée en cette qualité le 7 Juillet 1944, elle est battue et détenue six semaines par la Gestapo. Déportée à Ravensbruck et Sachsenhausen, elle en réchappera.

Les parcours clandestins sont liés à la personnalité de chaque militant mais rebondissent souvent au gré des arrestations. C'est ainsi que la chute de Paul Nothomb, en avril 1943, suivie de celle de la quasi-totalité de la direction du parti en juillet 1943, amènent la désignation de Jean Terfve à la tête des Partisans Armés. Il est concurremment coopté au Comité Central du parti : première consécration « officielle » dans la hiérarchie communiste. Il a désormais le contact direct avec Andor Berei, le délégué de l'IC à Bruxelles. Il lui revient de reconstruire l'État-Major décapité au moment même où s'opère dans la population et au sein des autres mouvements de résistance, le ralliement à l'action armée, longtemps tenue comme nuisible. En quelques mois, Terfve démontre ses qualités d'organisateur, fait preuve de fermeté envers les faiblesses et l'indiscipline, n'hésitant pas à sanctionner des plus lourdement celles-ci. Il engage également le dialogue avec Londres. Les PA sont à nouveau opératifs quand le développement exponentiel du Front de l'Indépendance et les enjeux de la libération face au gouvernement de Londres et aux ambitions des autres mouvements imposent la présence d'un responsable PC ferme et diplomate pour piloter la sortie de guerre. En février 1944 Terfve prend place au Secrétariat National du FI, aux côtés de Fernand Demany et de Norbert Hougardy, futur parlementaire libéral. En liaison permanente avec Edgar Lalmand, numéro un du PC et Berei, il est intégré de fait au secrétariat du parti. Mais il est inconnu de Londres, car n'émergeant pas du vivier politique d'avant

1940. C'est pourtant lui qui pilote les délégués des PA et des Milices Patriotiques au sein du Comité national de Coordination qui rassemble toutes les organisations armées de résistance sous la houlette d'un envoyé de Londres. Il assume également le projet avorté du contrôle des communes à la libération par des Comités FI et il effectue la courbe rentrante quand Londres montre les dents. Mais il ne peut être étranger à l'appel au Soulèvement National préparé malgré tout par le PC en août 1944, appel que la rapidité des Alliés rendit caduc.

Numéro 2 du PCB, député, ministre

La libération intervenue, il est à la manœuvre pour faire du FI une organisation populaire de masse qui constituerait la base du « pilier » dont le PC n'a jamais disposé en Belgique. La lutte est serrée avec le démocrate-chrétien Marcel Grégoire, membre de direction du FI, alors promoteur d'un parti travailliste et qui dispute aux communistes ce même terrain. Attentif aux formes vis à vis de l'extérieur, Terfve n'hésite pas à taper du poing au sein du Bureau national FI pour affirmer la paternité communiste du mouvement et en revendiquer le leadership !

La stratégie de la tension développée à l'encontre du cabinet d'union nationale de Pierlot tire principalement argument de la politique développée envers la résistance. Le FI joue donc là un rôle central. L'objectif est d'obtenir la constitution d'un cabinet axé sur une alliance socialiste-communiste. La mobilisation paroxystique menée par le FI contre le désarmement de la résistance repose sur les militants et les appareils du PC. Le fameux virage à gauche dans la rue de la Loi, vers le Parlement, de la manifestation du 25 novembre est le fruit d'une décision prise une heure auparavant par quatre personnes, le sommet du PC, dont Terfve fait partie. Lui-même hésite, tout comme Lalmand, sur la finalité de ce geste et il transmet la consigne sans objectif précis : la tonalité est « on verra bien »... Convoqué le soir même en compagnie de Demany, il s'entend avertir par le général Erskine, chef des troupes alliées en Belgique, que celles-ci interviendront à toute nouvelle tentative. Terfve conviendra lui-même ultérieurement qu'il s'est agi d'une faute politique qui manqua totalement son objectif sous-jacent : les socialistes demeurèrent au gouvernement.

Alors que sa notoriété ne dépassait pas Liège avant 1940, Terfve a donc émergé quasi naturellement à la tête du PCB. Il est formellement « élu » au Bureau Politique dès la libération et est intronisé au Secrétariat au début de 1945. Intellectuel d'origine bourgeoise, il n'est passé par les écoles de cadres ni en Belgique et encore moins à Moscou. Son attachement à l'Union Soviétique est total et ancien mais c'est l'antifascisme qui l'a amené au PC et le marxisme qui a forgé son aspiration au socialisme. Il émerge comme numéro 2, aux côtés de Lalmand, autre révélation de la guerre, au profil totalement opposé, mais tout aussi peu connu en Belgique qu'à Moscou ! Leurs états de service résistants et leur intelligence politique seront leur atout majeur pour conserver le leadership quand reviendront des camps les cadres survivants. Il est vrai qu'ils ont la caution de Berej, alors officiellement sans aucune fonction....

Il demeure pendant neuf longs mois sans nouvelles de sa femme et la recherche. Les responsabilités immédiatement assumées l'empêchent de reprendre Lise à laquelle il

envoi de longues lettres, lui expliquant notamment pourquoi ils ne peuvent encore revivre ensemble. Au retour d'Andrée, en juin 1945, le couple choisit de s'installer définitivement à Bruxelles, au grand dam de leur fille qui adorait Liège. Ce sera successivement à Schaerbeek puis Ixelles.

Secrétaire du FI, secrétaire du Parti, il assure pleinement les deux fonctions tout au long de l'année 1945. Il est consulté en permanence par les ministres communistes, mais il veille aussi à la mise en place des cadres qui reviennent de déportation et à la recherche d'éléments compétents pour des emplois qui s'ouvrent dans l'appareil d'État. Mais la grande question politique de l'année est, pour les communistes, de tenter de bâtir cette « concentration démocratique » pour laquelle le FI leur paraît l'outil idéal. Lalmand étant ministre, Terfve est donc à la manœuvre. Éditorialiste régulier du *Drapeau Rouge* qu'il dirige, c'est lui qui définit publiquement au Comité central d'août 1945, la signification et la stratégie de cette « concentration démocratique » qui doit assurer « la rénovation de la Belgique ». Un pas que les communistes espèrent important dans cette voie est le lancement, le 2 octobre, d'un quotidien qui s'en veut l'expression. Architecte de l'entreprise, il s'efface « car trop marqué », mais elle démarre avec l'argent reçu de Londres par le FI. Sous sa vigilante surveillance, Fernand Demany (adhérent clandestin jusqu'à la veille des élections) et Pierre Seigneur, ancien rédacteur de *l'Avant-Garde* louvaniste, dirigent cet *Eclair* qui ne survivra pas aux élections de février 1946, faute de moyens mais surtout d'audience et d'objectif.

Mais depuis novembre 1945, Jean Terfve a demandé à quitter le FI, signe manifeste que les espoirs politiques placés en celui-ci ont été déçus. Novembre 1944, qu'il a qualifié de « gaffe politique » a déplacé les objectifs du parti vers une alliance plus étroite des forces de gauche, en clair, l'union contre le PSC qui s'est affirmé comme l'agent du retour de Léopold III et l'obstacle farouche à toute tentative de modification structurelle de l'économie.

C'est le Borinage qui en fait un député en février 1946. Il le restera jusqu'en 1958. De 1965 à 1968 il sera sénateur provincial de Liège. Mais pendant douze ans, demeurant à Bruxelles, il assurera la supervision de la Fédération boraine, assistant avec régularité aux comités fédéraux hebdomadaires. Cela ne lui évitera pas les reproches de cette fédération ouvrière pour son éloignement du terroir quand le temps de la contestation interne sera venu.

Le voilà donc au Parlement mais, sans avoir eu le temps d'en étrenner les travées, il rejoint le banc gouvernemental au sein du troisième cabinet Van Acker constitué le 31 mars 1946, coalition socialiste-libérale-communiste, pourtant fort éloignée de l'esprit de la concentration démocratique prônée par le PC. Alors que celui-ci visait l'Intérieur, la Justice ou l'Instruction publique, soit au moins deux ministères régaliens, il reçoit des postes à risque sans grande rémunération électorale : ravitaillement, travaux publics, santé publique et une création : un ministère de la Reconstruction qui absorbe les départements des dommages de guerre et des victimes civiles. Ce dernier portefeuille échoit à Jean Terfve qui prend René Noel, rencontré dans l'illégalité au Borinage, comme chef de cabinet. Le *Pourquoi Pas* salue avec sympathie ce « communiste à usage externe,

jeune, cordial, simple, une des meilleures têtes de son parti, bon vivant, travailleur acharné, doté d'une tête bien faite.... ».

Mais c'est peu dire que le parcours ministériel s'opère sans triomphalisme: il devient rapidement clair que Van Acker regarde déjà dans une autre direction et cherche à renouer l'alliance avec le PSC tout en se débarrassant du PC. Il quitte son propre navire pour en devenir l'adversaire à peine dissimulé. La vie du gouvernement Huysmans qui lui succède en août 1946 dans la même composition se poursuivra jusqu'en mars 1947 en une suite de combats qui affectent tous les départements. Le PC a beaucoup hésité à s'y maintenir vu le mécontentement ouvrier à l'encontre de la politique menée. Il envisage un moment de récupérer son chef de file pour le parti en plaçant Terfve comme leader ministériel. Ce dernier s'y refuse. Dès lors, aidé par la conduite très souple du Premier Ministre, le PCB va s'accrocher au gouvernement pour écarter le risque qu'il considère majeur : le retour du PSC. Ceci explique aussi la ténacité « douce » dont fera preuve Terfve dans la défense des deux projets essentiels qu'il mènera au Parlement.

C'est à lui que revient en effet d'élaborer les statuts que la nation avait promis d'octroyer en reconnaissance des actions entreprises par les résistants d'une part, et de définir les moyens par lesquels seraient à la fois honorées et dédommagées les victimes de la répression allemande, y compris les veuves et orphelins.

Contre toute attente, ces deux projets deviennent le champ d'affrontements violents. En ce qui concerne ce qu'on appellera la résistance civile, le ministre envisageait un statut englobant tous les types d'actions ayant comporté un danger effectif. L'on voit alors se manifester différents groupements, comme celui de la presse clandestine, qui refusent cet amalgame. Pire : des catégories se profilent, ainsi les réfractaires et les déportés au travail obligatoire, qui n'ont pas nécessairement mené une action résistante. De fait cette dernière opposition surtout, relayée par une puissante fédération constituée au lendemain de l'occupation sur les instances de l'Église et encadrée par la JOC, tout comme la création *ex abrupto* d'une « résistance civile » factice, constituent des armes fourbies par les catholiques voulant faire pièce au poids majoritaire des résistants se réclamant du FI, à leurs yeux des communistes. Ayant cédé sur les réfractaires et les travailleurs déportés dotés finalement d'un statut particulier, Terfve fait passer le projet retravaillé par un comité ministériel restreint, sous forme d'un arrêté-loi publié en janvier 1947.

Cette même tutelle sourcilleuse se répéta autour de chacune de ses initiatives, et particulièrement dans la bataille qui entoura l'élaboration du statut des prisonniers politiques. Le principe de la souffrance ayant été adopté avec l'appui de tous les déportés, un projet déjà pensé par son prédécesseur catholique progressiste Van den Branden de Reeth, ancien du FI, fut approuvé par le conseil des ministres le 9 août 1946 et envoyé à la Chambre qui l'adopta en octobre. Ce projet plaçait à égalité toutes les victimes de la répression allemande, englobant donc les victimes des persécutions raciales. Au Sénat où le « gouvernement de la mouette » ne disposait que d'une seule voix de majorité, l'opposition catholique refusa que le capital symbolique attaché au titre de Prisonnier Politique profitât à d'autres qu'aux victimes pouvant se prévaloir d'une « activité patriotique désintéressée », concédant le bénéfice des avantages

matériels à tous. Cette bataille symbolique avait une portée très politique : la restriction éliminait avant tout les victimes raciales, en clair juives, mais visait également les communistes arrêtés au seul titre de leurs convictions. Le compromis s'opéra au détriment des victimes raciales, les victimes « politiques et philosophiques » étant reprises en compte. La distinction entre titulaires et bénéficiaires fut instituée dans la loi adoptée en février mais publiée le 16 mars 1947, quatre jours après le départ des communistes du gouvernement. Ayant mené avec âpreté le combat parlementaire pour défendre « sa loi », Terfve n'eut donc pas la satisfaction de la mettre en œuvre. Il intervint ensuite fréquemment depuis les bancs de la Chambre pour dénoncer ce qui lui apparaissait comme des détournements opérés par son successeur catholique.

Dans l'autre grand dossier qui lui incombait, les dommages de guerre pour les biens privés, matière fort sensible à l'approche des élections, Jean Terfve fut encadré par un comité ministériel composé de quelques poids lourds du gouvernement ! Or il entendait protéger les petits revenus des appétits sans contrôle des initiatives privées. A cette fin il constitua des comités locaux et provinciaux d'avis pour associer la population à l'entreprise et entendit mettre sur pied des coopératives chargées des opérations de reconstruction. La voix de puissants intérêts du monde de la construction se fit entendre tant au Parlement qu'au sein du gouvernement, mais aussi des sinistrés qu'une campagne habilement montée dressait contre lui. Terfve affronta avec un courage certain la colère de 10.000 sinistrés réunis au Palais des Sports et y défendit son projet basé sur le principe d'indemnités dégressives. Après de multiples va et vient, le projet passa en Conseil des ministres le 10 mars 1947, à la veille de son départ mais ne fut promulgué que le 1 octobre 1947, le nouveau gouvernement ayant encore modifié les taux respectifs attribués aux gens de condition modeste et aux entreprises industrielles, au bénéfice de ces dernières.

Ministre, Terfve a très rapidement maîtrisé les arcanes ministériels et les aléas du monde parlementaire au cours d'une année d'affrontements systématiques au sein et en dehors du gouvernement. Il s'est profilé en homme politique d'envergure nationale, nouant par-delà les oppositions politiques tranchées, des liens personnels d'estime qui ne devaient pas s'effacer. A la tribune, il avait usé de cette ironie sarcastique qui deviendra sa marque de fabrique, déroulant d'une voix égale un discours toujours destiné à l'intelligence de son auditoire, sans colères feintes, mais avec une fermeté jamais prise en défaut.

Homme de parti

Député, secrétaire national du parti, directeur de sa presse, il va pouvoir se donner tout entier aux multiples tâches qui lui sont dévolues. Il délaisse totalement son cabinet et sera d'ailleurs omis à sa demande du Tableau de l'Ordre en décembre 1951. Dans ce parti que la clandestinité a construit comme une formation militaire, tout part du sommet et y remonte. Terfve s'est taillé un domaine qui lui correspond parfaitement et qui demeurera le sien tout au long de sa vie militante. Le Congrès de février 1946 a formalisé ses attributions : presse, « agit-prop », ce qui dans le jargon communiste désigne tout ce qui concerne la diffusion des idées et de la politique, mais aussi la

responsabilité du travail culturel. Il est également aux commandes de la commission wallonne du parti et endosse le domaine de la Paix, qui inclut une part essentielle des relations internationales.

Il assume donc comme tel, au plus haut niveau, les rapports avec les intellectuels et les artistes. Et l'on sait qu'au lendemain de la guerre, le PCB constitue un pôle d'attraction pour nombre d'entre eux. Les ambitions sont grandes : le parti rassemble par groupes professionnels des architectes, médecins, ingénieurs, hommes de lettre et de théâtre, peintres et sculpteurs (particulièrement nombreux..) qu'il regroupe au sein de différentes amicales, mais aussi en sections techniques directement utiles à ses besoins. Initialement, une tentative de créer une sorte « Bureau d'études » de haut niveau qui aurait été l'émanation de la « Concentration démocratique » a échoué malgré la présence de sommités universitaires un temps intéressées.

Mais le PC se sent suffisamment armé pour organiser deux conférences successives des « artistes et écrivains communistes », en juin 1947 et en novembre 1949. Jean Terfve préside et en assure à chaque fois le discours inaugural.



CArCoB asbl – Archives Communistes (Bruxelles), Archives photographiques, 0373.
*La Reine Elisabeth visite l'exposition organisée par l'Amicale des artistes communistes,
21/10/1947.*

Depuis 1945 à 1953, Jean Terfve est le directeur politique de la revue théorique du parti, appelée successivement *Rénovation* et *Communisme*, à laquelle il livre régulièrement éditoriaux et articles. Il donne ou non le feu vert à tous les projets culturels. Initiative de prestige lancée en 1947, les *Grandes Conférences Tribunes* - la référence aux Grandes conférences catholiques n'est pas fortuite - ont l'ambition de présenter à Bruxelles de

grands noms, intellectuels ou hommes politiques, de la galaxie communiste européenne. La France y joue le premier rôle. Terfve prononce le discours inaugural en janvier 1947, en prologue à une conférence de Roger Garaudy, alors philosophe communiste de pointe au PCF. Il en assure la tutelle par la suite. L'assistance est relativement nombreuse pour les salles toutefois modestes où les séances se déroulent, les « salons de l'Elysée » ou la salle de l'Horloge.

Dans ce rapport privilégié avec le monde intellectuel et artistique, qu'il séduit par sa culture, Terfve garde une posture rigoureusement conforme à la ligne du communisme de guerre froide. Sur le fond, il célèbre « l'apport de Staline à l'enseignement du marxisme-léninisme », salue d'un long article d'hommage le décès de Jdanov, père de la théorie des deux sciences. Il énonce clairement la règle devant la II^{ème} conférence des artistes et écrivains communistes en 1949 : « en matière culturelle, le rôle du parti est de tracer la ligne.... Il est le seul habilité à remplir ce rôle ». Cette rigueur qui correspond à l'avènement du réalisme socialiste imposé aux artistes marque le départ du parti de quelques célébrités qui avaient fait sa fierté : Magritte, Nougé.... En 1951, il met en cause l'intellectualisme qui affecte la mauvaise propagande du parti, « une des causes de la défaite électorale » et appuie sans états d'âme l'élimination du Comité central d'une série d'intellectuels « d'origine bourgeoise » au nom de la « prolétarisation » en cours. Parmi les candidates ainsi écartées, parfois avec un regret explicité, la patronne de toutes les commissions d'études, dirigeante dans la clandestinité, Antonina Grégoire, alors cadre à la Banque Nationale, mais aussi, pour les mêmes raisons Andrée, sa propre femme. Dans ce registre, l'« inconditionnalité » envers l'Union soviétique, parfois mise en cause au sein du parti pour expliquer en partie les défaites électorales successives depuis 1949, demeure un dogme à ses yeux et il reprend à son compte au Parlement les fameuses déclarations d'Edgar Lalmand de mars 1949 sur l'accueil enthousiaste que réserveraient les « masses travailleuses » aux soldats soviétiques si « à la suite de... et dans certaines circonstances... » ils débouchaient sur le territoire national !

C'est d'ailleurs sur ce terrain que Jean Terfve va subir une première mise en cause. Dans le contexte exaspéré de la guerre froide, que traduisent en Belgique les mesures anticommunistes du Premier ministre Pholien, la déclaration de Lalmand a été saisie au bond par l'aile oppositionnelle des Prisonniers politiques. Ils exigent l'adoption d'une déclaration explicite d'allégeance à la constitution belge, dont les termes visent clairement les communistes, « agents d'une puissance étrangère ». Malgré la casuistique développée par les communistes et la réticence manifeste d'une partie importante des anciens concentrationnaires de rompre le pacte sacré entre déportés, la rupture de la confédération unitaire (CNPPA) est finalement consommée en juin 1951, après trois congrès successifs et rapprochés. Et c'est dans la continuité que s'ouvre en novembre, le congrès du Front de l'Indépendance, dans un climat alourdi par la rupture avec le PC claironné par son secrétaire général, Fernand Demany. Son appartenance discrète depuis 1941 avait été révélée avec panache pour les élections de 1946. Jean Terfve est à la manœuvre pour les communistes dans l'un des derniers bastions de ce qui incarne leur force dans la résistance. Malgré l'étiollement du mouvement, l'enjeu demeure essentiel pour le parti en perdition continue. Très habilement, Jean Terfve obtient du Congrès que soit écartée la déclaration d'allégeance et, l'objectif politique étant atteint à ses yeux, il accepte que Demany soit réélu au secrétariat général pour préserver l'unité

menacée par le chantage au départ. Quelques jours auparavant en effet le Bureau politique, avait fixé comme objectif de garantir l'unité du FI et de rétablir le contact avec les non communistes. Dès le lendemain cependant la foudre pulvérise les coupables. Accepter que soit maintenu à la direction du FI celui qui est décrit comme agent titiste, calomniateur ignominieux de l'URSS, traître et renégat, est un crime capital. Avec les deux autres dirigeants communistes acteurs du congrès, Jean Terfve est désavoué par le Bureau Politique puis par le Comité central et renvoyé devant la commission de contrôle. Une très longue résolution est publiée que l'entière du parti est appelée à étudier. Manifestement ébranlé, proposant lui-même d'être écarté du Secrétariat, Jean Terfve produit l'autocritique réclamée. Il reste en place, mais les palinodies de la direction du parti ont fait perdre au Front de l'Indépendance la dernière once d'influence politique.

Face à cette brutale mise en cause, Terfve a donc fait preuve d'un attachement indéfectible, jusqu'à accepter l'humiliation. Sur un tout autre plan, il fait montre du même don de soi au parti. En décembre 1950, une opération délicate du cerveau lui est conseillée par un médecin communiste, mais les praticiens compétents sont décrits comme « anticommunistes enragés ». Terfve s'adresse à Lalmand : dans le climat d'attentats sévissant alors contre des dirigeants communistes pareille intervention sort du cadre personnel. C'est au secrétariat du Parti à se prononcer sur son opportunité. Il se répète en effet que son nom a été cité parmi les objectifs visés par les assassins de Lahaut et il a lui-même demandé à la Justice la prolongation de son permis de port d'armes.

Fut-il toujours payé en retour ? Une rumeur insistante court sur un épisode qui impliquerait directement « les services » soviétiques. Dans la foulée des grands procès, interprétés à la française avec les exclusions d'André Marty et Charles Tillon, une tentative semblable aurait été mise sur pied pour la Belgique dont il devait être la victime expiatoire. Un dossier d'accusation aurait été transmis à Edgar Lalmand qui, témoignage d'un courage peu habituel, aurait catégoriquement refusé d'embrayer dans la machination.

Et en effet, dans le dossier, lacunaire car épuré, de Jean Terfve dans les archives du Komintern à Moscou, figure une fiche du 12 novembre 1953, qui ne laisse pas de surprendre, au milieu d'appréciations très élogieuses.

En voici la curieuse teneur. Ministres, Lalmand et Terfve ont mis le parti au service de l'appareil d'état bourgeois et nié la nécessité de combiner action légale et illégale. Reçu par Tito (en 1946 !) Jean Terfve s'est exprimé en termes élogieux à son retour. Un de ses amis serait agent des services secrets belges, un autre aurait collaboré avec l'occupant. Sa formation théorique est insuffisante. Il serait membre d'une loge maçonnique et ses propos révèlent un esprit nationalise, hostile aux Juifs et aux Flamands (sic) ! Rappel est fait du congrès du FI et de son appui à la réélection de Demany, « renégat et agent des titistes ». Tout l'argumentaire des procès staliniens est présent et conforterait donc la rumeur. Ajoutons à cela qu'en août 1951, Jean Terfve et Lalmand avaient très violemment interpellé deux membres en vue du PCB, les accusant d'avoir pratiqué l'espionnage économique au bénéfice des Soviétiques. Au terme d'une enquête serrée, ils

les avaient fait exclure sans en révéler la motivation! Autant de griefs qui auraient pu alors nourrir la vindicte de ceux qui, vingt-quatre ans plus tard,allaient décorer Terfve de la plus haute distinction soviétique !

Quoi qu'il en soit, la ligne politique du PCB demeure incarnée, détaillée, voire martelée par Jean Terfve, tant dans ses nombreux éditoriaux du *Drapeau Rouge* et de *Communisme* que dans ses fréquentes interventions à la tribune du Parlement. Le début des années cinquante est tout particulièrement agité par la « défense de la Paix » : campagne pour l'Appel de Stockholm, lutte contre le réarmement allemand, opposition farouche à la CED, au « bloc occidental », toutes matières relevant de sa responsabilité. Un bémol est mis cependant sur la tonalité wallonne du parti qu'il incarnait également : dans la lutte contre « l'impérialisme américain », c'est « l'indépendance et l'unité nationales » qui priment, donc une sourdine est mise au programme fédéraliste antérieur.

Mais tant les élections communales de 1952 que les législatives de 1954 marquent un lourd échec pour le PC. La base du parti qui frémissait depuis des mois, grogne à présent ouvertement, mettant en cause les hommes qui le dirigent et la politique qu'ils impulsent. Au lendemain du recul qui réduit la représentation parlementaire à la portion congrue (4 députés et 2 sénateurs), Jean Terfve admet en éditorial du DR qu'une analyse approfondie est nécessaire. Le train est lancé qui va aboutir en huit mois, avec force soubresauts, retours en arrière et résistances multiples, au renversement total de la direction du parti et au coup de barre politique significatif.

L'éclipse de 1954

Le coup d'envoi est donné au comité central de mai où la direction entame une prudente autocritique de la politique suivie mais en collectivisant les fautes commises. Terfve intervient longuement, admettant le contrôle tatillon exercé, acceptant personnellement « pour un tiers » les critiques visant la presse et la propagande -ses responsabilités essentielles- mais renvoyant pour les deux tiers à l'échelon collectif. Il repousse l'accusation portée d'être hautain et méprisant, défauts assimilés à un manque de respect pour les autres. Il revendique cependant son statut d'intellectuel, refusant d'être « camouflé en ouvrier ».

La direction n'est manifestement pas consciente de l'ampleur de la vague qui soulève la base et surtout les cadres intermédiaires. Lalmand s'en prend même aux militants « qui ne sont plus ce qu'ils étaient ! ». Les réunions se succèdent à tous les échelons et dès le mois de juin, monte clairement la mise en cause du Secrétariat, et plus précisément des « deux têtes à trancher : Lalmand et Terfve ». Quand s'ouvre dans la presse la tribune préparatoire au Congrès convoqué pour décembre, c'est un flot de critiques qui déferle visant et le sectarisme pratiqué depuis des années et la direction qui l'a engendré. Les congrès fédéraux renchérissent. Du Borinage, la fédération dont Terfve est l'élu et qu'il suivait personnellement, montent les accusations les plus directes: sont mis en cause sa distanciation de « la vie du peuple », son confinement dans les bureaux à Bruxelles, « c'est à Wasme qu'il devrait habiter ! », son attitude méprisante. D'autant plus cruelle est la charge qu'elle vient notamment de son ancien chef de cabinet. Du Borinage mais

aussi de bien d'autres fédérations s'exprime la revendication de l'élimination totale de l'ancienne direction, en tout particulièrement du Secrétariat.

C'est dans cette montée tumultueuse des griefs qu'à la veille du congrès, il se livre à une nouvelle autocritique, longue et circonstanciée, d'une nature inhabituelle par la volonté d'intégrer le conditionnement social et intellectuel qui fut le sien. Il dépasse et transgresse ainsi la superficialité convenue des *mea culpa* et repentances communistes, et se met intimement en question.

Ce document de onze pages retrace d'abord son itinéraire. La famille petite bourgeoise, la religion qu'il récuse et l'aversion qu'il conçoit pour les « les gens bien en place ». Il détaille sa soif de lecture, de culture. En opposition avec son milieu, il est convaincu de sa capacité à suivre sa propre voie, basée sur « un sentiment d'orgueil et de confiance en soi ». Il s'estime fier d'avoir témoigné d'un constant souci de bien faire, d'avoir respecté l'orientation du parti, donné des preuves d'un attachement profond. Son chemin vers le PC n'a été ni un aboutissement naturel, ni un réflexe de classe mais un acte pensé et réfléchi. Il en voit comme conséquences « une certaine sécheresse dans les positions, une prédominance des éléments de la raison sur les éléments sentimentaux, une sous-estimation de la valeur et de l'importance de ces derniers ».

Adhésion de rupture donc (avec sa classe, sa famille, son milieu) qui pousse à privilégier les aspects négatifs des situations ; la rigueur dans les positions pour se prémunir contre tout retour des modes anciens ; le choix privilégié du recours à la théorie née de l'insuffisance de la pratique. La dure discipline imposée par l'illégalité, les méthodes autoritaires qui y étaient de mise, l'ont porté à accepter les tendances dictatoriales déployées après la guerre. Mais il revendique pleinement tant la politique suivie depuis la libération que les méthodes de travail, estimant avoir combattu « l'illusionisme et le manque de sens des réalités ».

C'est à son habitude d'analyser qu'il attribue sa « rapidité à déceler les faiblesses et les défauts des gens », et son « caractère ironique et incisif » l'entraîne à déployer cette « ironie cinglante et destructrice qui démolit un camarade plus qu'il ne le sert ». Il récuse cependant les accusations d'inhumanité et de mépris, qu'étaient « ces apparences extérieures ».

Mais à l'issue de cette introspection, auto flagellation où le psychologue percevrait sans doute une évidente haute idée de soi, il estime qu'en vertu tant de son passé que de ses qualités, il serait « utile pour le Parti » qu'étant écarté du Secrétariat, il demeure au Comité central et au Bureau Politique.

Mais s'il figure au « présidium » du congrès qui s'ouvre le 9 décembre à Vilvorde, celui-ci s'avère aussitôt être une remise en cause totale de la ligne suivie et de la direction depuis 1945. Terfve est l'objet de critiques acerbes dans tous les aspects de son activité. Les changements intervenus à Vilvorde, survenus bien avant le grand tournant soviétique, ont fait l'objet de nombreuses analyses. Pour notre propos, il faut retenir avant tout la radicalité des mesures visant la direction : la totalité de l'ancien Bureau Politique est éliminée de cette instance. Ecarté de la direction de la presse, Terfve est cependant maintenu au Comité central, tout comme Lalmand. Mais si ce dernier va subir la vindicte jusqu'à l'élimination totale, Jean Terfve ne demeure que deux ans écarté du

sanhédrin. Il a accepté sans amertume exprimée - même auprès de ses proches semble-t-il - le verdict de ses camarades, et il demeure, notamment à la tribune du Parlement, un militant actif et discipliné. Le bien-fondé de la haute idée de soi se manifeste rapidement : dès novembre 1956 il siège à nouveau au Bureau Politique et le congrès suivant (avril 1957) le réintègre, cette fois définitivement, au sommet du parti. Ne faisant plus partie du cadre permanent, il s'associe avec le jeune avocat communiste Jules Raskin pour ouvrir un cabinet à Liège : il est réinscrit à l'Ordre en décembre 1956 et y demeurera jusqu'à son admission à l'Honorariat en 1970.

Dégagé des responsabilités d'organisation, qu'il avouait dans une interview de 1977 avoir dû assumer de manière impromptue au lendemain de la guerre sans en avoir la qualification, Jean Terfve (re)trouve, paradoxalement par la grâce de la sanction subie, ses terrains de prédilection : l'éducation marxiste et la guidance intellectuelle, le problème de la Paix qui fait de lui ipso facto le ministre des affaires étrangères du parti, l'affirmation retrouvée de la Wallonie à travers notamment le Mouvement Populaire Wallon. Quand le mouvement communiste international entrera dans la crise qui en aura raison, Jean Terfve prendra une part essentielle à diverses rencontres qui baliseront ce douloureux parcours. Enfin, en un *ex-cursus* fugitif mais particulièrement mouvementé, il se portera en soutien de Patrice Lumumba et des siens, dans la tragédie de l'indépendance congolaise.

Un sage dans la tempête

Le premier de ces volets se conjugue en des centaines de cours, conférences, séminaires consacrés tant au marxisme qu'aux problèmes le plus souvent de politique internationale, prodigués jusque dans les coins les plus reculés de Wallonie et à Bruxelles, car il est un orateur fort demandé.



Fonds photographique Lise Meur-Terfve. *Conférence pour les Étudiants communistes.* J. Terfve – J. Nagels – P. Joye

Il est particulièrement mobilisé par les Étudiants communistes, flattés de sa sollicitude, et dont il suit également avec attention l'activité, jusqu'à participer à certains comités de rédaction de leur revue. Il est à la base du lancement de la revue, théorique et culturelle, les *Cahiers Marxistes* qu'il suivra avec attention en lui apportant régulièrement des contributions. Mais son audience franchit largement le cercle étroit du parti. Revenu en loge, il répond avec générosité aux nombreuses sollicitations dont il est l'objet, une fois encore dans l'ensemble du pays. Et son agenda court de la Ligue des droits de l'homme aux Girls Guide de Belgique... Dans la foulée, intervenant régulier dans la presse communiste, il répond avec la même ponctualité à d'innombrables demandes extérieures, y compris la radio et la télévision. De 1974 à 1977, il est l'invité régulier de la *Tribune libre* du journal *Le Soir*. En mai 1977, à la RTBF, André Romus lui consacre une émission entière de la série *Itinéraires*, dédiée à ses « quarante ans de communisme ».

Nous l'avons quitté au lendemain du XIème Congrès, fin 1954. A cette date, l'étape capitale initiée par la mort de Staline est entamée. Très lentement d'abord, mais irrémédiablement, quelques dates vont sceller le sort du mouvement communiste international : elles ont toutes trait aux rapports avec ce qui en demeure le centre et la direction, l'Union soviétique.

Le XXème Congrès du Parti soviétique, suivi peu après de l'insurrection hongroise, font de l'année 1956 un moment essentiel de cette évolution. Si lors du procès Slansky, en 1952, Jean Terfve avait émis en privé l'idée que « quelque chose n'allait pas » (Pierre Joye), le rapport Krouchtchev impose au PCB une réaction publique. Fraichement réinvesti de responsabilités – sans doute en raison même de ces événements - Terfve est à la tâche par la parole et par la plume. La résolution du Comité central belge relative aux révélations porte sa marque. Si elle met en exergue la position adoptée par le parti italien, condamne les « violations de la légalité socialiste » et confesse l'erreur du PCB de ne pas s'être préoccupé « d'excès sans doute inévitables », elle souligne la supériorité du système socialiste et s'achève par un très vibrant « Vive le Parti communiste d'Union soviétique. Terfve précise cette pensée collective assez sommaire lors d'une conférence. La théorie stalinienne de l'aggravation de la lutte des classes s'ajoutant aux agressions capitalistes, y compris armées, a engendré l'atmosphère d'espionnage, de délation, ressentis comme des maux inévitables, voire nécessaires. Vision erronée, juge-t-il, car la démocratie socialiste pratiquée par Lénine fut bien plus efficace. Si les PC occidentaux ont couvert ces pratiques en les niant, c'est qu'elles étaient dénoncées par des ennemis du socialisme alors que leur conception du socialisme était idéaliste et romantique, donc sa face noire impensable. Mais le PCB est, parmi les partis, l'un de ceux qui ont compris et accepté avec le plus de faveur ces rectifications, car en 1954, il a lui-même écarté sa direction autoritaire et sectaire. Rappelons que Terfve parle ici de lui-même. Ainsi le Congrès de Moscou justifie les changements intervenus précédemment à Bruxelles. Il aidera les PC occidentaux à assumer l'autonomie nécessaire, autonomie indissociable de l'internationalisme prolétarien. Le PCUS remplit un « rôle prééminent » au sein du mouvement communiste, prééminent mais non dominant. Il s'agit là tout simplement d'un état de fait.

Cette dialectique indique à suffisance que les changements intervenus à Vilvorde ne concernaient en rien l'attachement viscéral qu'avec l'ensemble du PCB, Terfve voue à l'URSS. Mais est aussi sous-jacente et détermine la bonne conscience globale, la conviction que le socialisme est inéluctable et que l'URSS en préfigure la victoire...

En novembre, les événements de Budapest vont confirmer ces positions. René Noel au Sénat, Terfve à la Chambre défendent, dans une atmosphère survoltée, la position du parti face à l'intervention soviétique.

L'argument central est évidemment la mise en parallèle des événements d'Égypte, du Moyen Orient, de Pologne et de Hongrie, qui mettent en danger la paix dans le monde et surtout bloquent le processus en cours de la coexistence pacifique. Tout doit être mis en œuvre pour donner à l'ONU les moyens de jouer son rôle d'instrument de cette coexistence.

Mais Terfve n'élude pas les « lourds problèmes de conscience qui se sont posés aux communistes » quand à Budapest des communistes combattent des communistes, des ouvriers affrontent d'autres ouvriers. Et c'est là qu'intervient un premier décrochage : il concerne les démocraties populaires mais garde intacte la foi en l'URSS. Des erreurs, des fautes, des injustices même inhumaines ont été commises. Il crédite les débuts du mouvement d'une aspiration populaire à la démocratisation du régime, à une volonté d'adaptation nationale du système. Mais le fondement social du régime initié en 1945, qui a inversé les rapports de propriété, bref le socialisme, demeure une cause intangible, un impératif absolu qu'a sauvé l'intervention soviétique. Il se fait plus explicite encore : ouvrir une brèche dans le système de défense soviétique est inadmissible, c'est précipiter une nouvelle guerre mondiale.

L'intervention en Égypte offre ainsi un fondement pacifiste à la défense sans concession de la politique soviétique. Et si cette ligne pourrait apparaître et apparaîtra effectivement comme l'échappatoire idéale, elle saura convaincre au sein même du parti belge qui ne connaîtra que très peu de défections

Avec diverses inflexions, le PCB maintient cette prudente affirmation d'autonomie et il faut attendre 1966 pour qu'une étape supplémentaire soit franchie : Jean Terfve tient à nouveau la plume. Le procès d'opinion ouvert à Moscou à l'encontre des écrivains Andreï Siniavski et Iouly Daniel en février 1966 entraîne une réaction officielle du PCB. Membre du Bureau Politique, Jean Terfve publie le 1 mars 1966 dans le *Drapeau Rouge* une condamnation sans équivoque : « les bases et les formes du procès sont contestables et dangereuses, survivances d'une période condamnée. C'est notre droit de mettre l'URSS en garde contre ces erreurs » ». Toute modérée qu'elle soit, il s'agit bel et bien de la première mise en question, par un responsable connu du PCB, d'un geste posé par la direction soviétique. En signant ce texte, moins précis que les critiques italiennes, mais plus collectif et officiel que les prises de position françaises, Terfve incarne l'autonomie revendiquée par le PCB, mais en même temps l'encadre face à des mises en cause bien plus virulentes qui montent de certains rangs du parti.

Pour tenter de surmonter la crise désormais déclarée au sein du Mouvement communiste international, Moscou tente de réunir une grande conférence mondiale de

l'anti-impérialisme. A Budapest, en février 1968, Terfve prend part à la conférence préparatoire qui projette de la tenir à Moscou vers la fin de l'année. A l'inverse du « bloc » sino-albanais, élargi au Japon, Cuba, la Suède et les Pays Bas, le PCB en appuie l'idée, mais insiste sur l'élaboration de propositions d'actions concrètes plutôt que de confrontations idéologiques abstraites.

Le Printemps de Prague va imposer un tout autre ordre du jour...

L'expérience tchèque suscita dès son démarrage la curiosité enthousiaste de certaines franges du PCB, qui s'exprimaient notamment dans le *Drapeau Rouge*. La direction était beaucoup plus prudente. Une délégation fit le déplacement à Prague en juin 1968 où pendant quatre jours, elle s'informa auprès de la direction du PCT. Terfve avait dressé un questionnaire qui explorait tous les aspects du phénomène en cours, politiques, économiques, rapports de forces internes. Il s'en suivit en juillet une déclaration du Comité Central qui proclamait sa solidarité avec la lutte entreprise par le PCT « contre les forces réactionnaires...pour le développement de la démocratie socialiste. » Un long reportage enthousiaste parut sous la plume de Pierre Joye, ancien rédacteur en chef et membre du CC.

Aussi l'intervention militaire du 22 août frappe de stupeur une bonne partie des militants et de la direction. Sous l'impulsion énergique du Président nouvellement investi, Marc Drumaux, le Bureau Politique adresse une lettre ouverte aux cinq envahisseurs indiquant qu'il « ne peut approuver l'intervention militaire », position avalisée deux jours plus tard par le Comité Central. Cette condamnation franche est entourée de considérations sur le déchaînement des tenants de l'impérialisme, des adversaires de classe. Le PCF est intensément consulté, des questions sont posées à l'Ambassadeur de l'URSS. Au sein des instances, et Terfve en est l'un des interprètes, il est lourdement insisté sur la nécessité absolue de ne point verser dans l'antisoviétisme. Moyennant quoi, les défections sont peu nombreuses parmi ceux qui n'acceptent pas la condamnation. Malgré tout, la bataille est rude: Terfve « descend » personnellement dans de grosses sections d'entreprises pour tenter de convaincre. Malgré tout, si la Flandre et Bruxelles sont quasi unanimement derrière le BP, trois fédérations wallonnes y sont hostiles, Liège est partagé.

Sans rapport de cause à effet, c'est au cours de ce mois d'août que Jean Terfve est proposé à la Vice-Présidence du parti et à la présidence de son aile wallonne, désignations qu'entérinera le congrès d'Ostende quelques semaines plus tard. Si la préparation de celui-ci révèle par la tribune de discussion les franches coupures qui divisent le parti à propos de l'intervention, ou plus précisément sur l'appréciation de l'URSS, la direction, et c'est Jean Terfve qui assume l'orientation, insiste sur son unité.

Celle-ci est manifestement acquise par la grâce d'un raidissement sur l'attachement à l'URSS, « pierre de touche de l'action révolutionnaire dans le monde » et « principal rempart de la paix ». ... C'est la non-ingérence qui est soulignée et souhaitée. C'est aussi le thème central du congrès de novembre qui tente de définir une voie belge au socialisme, ce qui sous-entend une voie différente de celle suivie par l'Union soviétique. Le même congrès définit la notion de « solidarité critique » envers l'URSS, formule dont Terfve semble bien être l'inventeur.

Mais dès l'année suivante, les relations bilatérales avec le PCUS se raffermissent tandis que la normalisation tchécoslovaque semble acceptée. A la conférence internationale des PC qui se tient finalement à Moscou en juin 1969, Terfve juge « importante » l'intervention d'Enrico Berlinguer » qui prenait acte des divergences et insistait sur la disparition de tout « parti-guide ». Mais l'intervention belge, portée cette fois par le président Drumaux procède plus par allusions que par propositions explicites. Il demande des actes, des propositions, la poursuite de la discussion à peine entamée. Dans ses notes, Terfve abonde dans ce sens. La sensibilité est forte : le PCB va réagir très brutalement aux reproches qui lui sont adressés par des personnalités et des groupes de gauche sur son acceptation de la mise à l'écart de Dubcek et ses relations entretenues avec Husak. Membre de son Bureau, Terfve intervient très sèchement contre l'Union Belge pour la Défense de la Paix dont le journal a publié en juin le témoignage d'un étudiant tchèque.

Ainsi Jean Terfve apparaît comme le gardien prudent de bonnes relations avec le PCUS, évoquant systématiquement le rôle essentiel de l'URSS pour le maintien de la paix et mettant en exergue les avancées fondamentales du socialisme... Sans doute, adopte-t-il ainsi la politique prudente pratiquée de manière obsessionnelle par le PCB sous la présidence de Louis Van Geyt, intronisé à la fin de 1972. Cette direction est tétanisée par les risques de scission que présentent en ces années quelques fédérations wallonnes du parti emmenées par celle de Liège. Mais aussi, à titre plus personnel, tient-il avant tout au succès des négociations qui l'occupent désormais à titre principal, sous le chapeau du Comité pour la Sécurité européenne.

L'évolution perceptible de son expression publique est un baromètre significatif des marges que s'autorise la direction du PCB. Expression publique et/ou sentiments personnels ? Jean Terfve n'eut pas de confident autorisé. Infatigable preneur de notes tout au long de son parcours, (ses archives en témoignent), il ne tint aucun journal personnel. On sait qu'engagé dans une critique ouverte et argumentée de la politique soviétique, Enrico Berlinguer, n'embraya pas dans les éclats (et retournements) de ses « compères en eurocommunisme », Marchais et Carillo. S'il qualifie systématiquement dans ses carnets les interventions du leader italien « d'importantes », « très importantes », ou encore « extraordinaires », Jean Terfve ne saute jamais dans sa roue. De même, il prend publiquement ses distances d'avec l'optimisme du PCI quant à la possibilité d'une démocratisation des instances européennes, via l'élection au suffrage universel (*Notre Temps*, 10 février 1977).

C'est au cours de ces années '70 que s'exaspère l'opposition de la fédération liégeoise, alignée sur la solidarité inconditionnelle avec l'URSS et l'hostilité envers l'expérience de l'UDP. Elle répond à l'évolution, lente et erratique aux yeux de beaucoup d'autres, d'une autonomisation progressive du PCB envers le PCUS, des réactions aux dissidences et répressions à l'Est. C'est également la période où le débat s'engage sur la notion controversée d'Eurocommunisme. Sur le plan mondial, se dessinent les compromis qui aboutissent « aux corbeilles d'Helsinki », soit des pas marquants vers la coexistence pacifique.

Jean Terfve sera de toutes les rencontres bilatérales, conférences internationales et débats internes ou publics qui jalonnent la période. Curieusement, ce Liégeois de souche,

tête agissante du Mouvement Populaire Wallon n'est pas en première ligne dans les interminables joutes qui opposent Liège à la direction. Il est d'ailleurs l'objet de venimeuses attaques des principautaires et ceci explique sans doute cela.

Relevons ci-après quelques-unes de ses interventions les plus marquantes

La question des « dissidents » soviétiques est posée crûment avec l'affaire Sakharov et relayée par le cas Soljenitsyne. Réagissant à une intervention conventionnelle sur le thème de l'antisoviétisme du très conforme ex-correspondant à Moscou Henri Laurent, Marcel Liebman interpelle le PCB à propos de Sakharov sur les libertés individuelles en URSS. Le professeur de l'ULB se réclame d'une analyse marxiste, il rejette l'antisoviétisme et a mené et mène encore des combats avec les communistes. Le *Drapeau Rouge* du 14 septembre 1973 consacre une page entière à la lettre de Liebman et à la réponse de Jean Terfve. Nous sommes au lendemain du coup d'Etat de Pinochet et Terfve a beau jeu de rappeler la virulence et la violence de la lutte de classe à l'échelon international, de les relier à l'hostilité de la droite internationale à la détente. Mais ce cadre défini, il récuse l'accusation de "silence" du PCB en reprenant les balises posées au Congrès d'Ostende qui esquissait la vision d'une voie belge au socialisme: inséparable de la démocratie, d'une large confrontation d'idées et d'orientations, condamnant les moyens administratifs ou judiciaires utilisés pour bloquer les débats. Ton prudent mais explicite, loin cependant de la virulence française ou espagnole. C'est le ton employé également à la conférence des PC des pays capitalistes tenue en janvier 1974 à Bruxelles, où plus aucune référence n'est faite à l'URSS et où le socialisme est indissociablement lié à la démocratie. Mais dans le contexte du recul électoral de 1974 et l'exaspération du conflit interne, l'écho de cette réunion est quasi nul en Belgique. Terfve est à Varsovie puis à Budapest, conférences destinées à préparer la rencontre mondiale souhaitée par les Soviétiques. Il ne suit pas Georges Marchais dans la surenchère éphémère à laquelle se livre alors le leader français et semble plutôt compter les points, relevant certains aspects intéressants dans l'intervention de Ponomarev, incarnation de l'immuable ligne soviétique.

C'est en 1975 que le terme eurocommuniste émerge sous la plume d'un journaliste non communiste. La plupart des partis désignés comme engagés dans cette voie récusent l'appellation et le concept qui en est à la base a autant de définitions que de locuteurs. Jean Terfve est le premier dirigeant communiste européen qui assume le mot ou du moins accepte d'en fournir une définition simple et précise tout en le maintenant entre guillemets. Curieusement c'est dans une Tribune Libre du *Soir* et non dans l'organe du parti qu'il se livre, le 7 janvier 1976, à cet exercice de clarification. Son objectif n'est en rien théorique. Il s'agit de justifier la recherche d'une voie au socialisme différente des voies prises par l'URSS et les démocraties populaires et permettre de comprendre les divergences inévitables, sans qu'elles conduisent à une rupture au sein du mouvement international. Il réaffirme la notion de solidarité critique tout en soulignant avec force l'identité de vues sur la défense de la paix et la coexistence pacifique.

Tout au long de cette année 1976 cette solidarité critique va être mise à rude épreuve avec une succession d'incidents qui mettent Jean Terfve en évidence et l'obligent à se

définir. S'il n'intervient pas directement dans l'affaire du film sur les camps de travail diffusé en France puis en Belgique, on reconnaît sa plume dans la mise au point du secrétariat du PC du 21 janvier qui répète une fois encore la distance prise avec certaines pratiques mais la position fondamentalement solidaire du PCB envers l'URSS. Plus tangente est l'interview accordée au retour du XXVème congrès du PCUS en février 1976 où Jean Terfve exprime sa gêne envers le culte voué à Brejnev et les « retards » pris dans le débat sur la démocratie. Quelques jours après, le Bureau Politique publie une vigoureuse condamnation.... du journaliste qui a rédigé le texte et l'accuse d'en avoir détourné le sens. En avril, Terfve rend publique sa décision de ne pas participer au débat organisé par la RTBF avec Artur London et Pelikan après la projection de *L'Aveu (Le fauteuil restera vide)*, invitation considérée comme un piège car « nous ne sommes ni les avocats de la torture, ni les instruments consentants de l'anticommunisme ». Sur le fond, il avait été très clair dans l'interview donnée au *Pourquoi Pas* le même mois, jugeant « valable, honorable et légitime la dénonciation des camps de travail et l'emprisonnement des opposants politiques ». C'est un même balancement prudent qui inspire son intervention, en juin 1976 à Berlin, où se tient finalement la grande conférence internationale souhaitée par Moscou qui réunit comme il l'écrit « tout le gratin communiste ». Le PCI, le PCE et le PCF y font entendre et accepter leur propre musique tandis que Terfve célèbre à la fois l'autonomie et la solidarité entre tous les PC. Si tournant il y a, comme il le dit à son retour, il réside surtout dans le fait que le PCUS a renoncé à ses excommunications, acceptant apparemment la non-ingérence et la distanciation implicite d'avec le modèle soviétique. Pour Jean Terfve, la polarisation de la conférence sur les problèmes de sécurité, de détente et de désarmement est un fait particulièrement positif.

Si ces derniers thèmes sont désormais au centre de son activité, la dissidence, l'affaire Plioutch, les internements psychiatriques, la virulence déployée envers Carillo et celle de ce dernier envers l'URSS, la Charte 77 en Tchécoslovaquie et la répression qui s'ensuit, ainsi qu'une nouvelle chute des résultats électoraux en juin font de cette année 1977 une plongée du PCB dans ce que Jean Terfve désigne comme un « désarroi certain ».

Les déconvenues ne manquent pas pour assombrir ses dernières années d'activité sur le plan du parti. Mais il peut se réjouir que ses initiatives internationales connaissent, elles, quelque succès. Depuis la fin des années soixante s'étaient précisés des signes de détentes lancés entre l'Est et l'Ouest. Naquit alors l'idée de faire intervenir l'opinion publique parallèlement aux initiatives étatiques, sous forme de rencontres entre personnalités de la société civile de l'Est et de l'Ouest afin de promouvoir la sécurité et la coopération européennes. Après plusieurs manifestations encourageantes, se crée à Bruxelles en mars 1971, un groupe de personnalités qui vont du chanoine Goor à Albert De Smaele, ancien ministre, Lucien Radoux député socialiste, des syndicalistes socialistes et chrétiens. Cheville ouvrière de ces efforts, Jean Terfve fait de Bruxelles le lieu central du mouvement qui rayonne bientôt sur l'ensemble des pays européens, Est et Ouest confondus. De fiévreuses rencontres se déroulent à plusieurs niveaux, des manifestes sont élaborés et publiés. Ces voix non gouvernementales accompagnent en fait le processus d'Helsinki et la mobilisation culmine au moment de la signature de l'Acte final avec ses trois célèbres « corbeilles », par une très imposante Assemblée des opinions publiques pour la sécurité et la coopération européennes qui se tient

successivement à Bruxelles et Liège en avril 1975. C'est en quelque sorte le couronnement de ses efforts sur le plan international. Terfve a servi de pont et de liant entre les deux mondes. Et ceci, qui est devenu l'objectif principal de ses efforts, a conditionné ses positions publiques dans les autres domaines.

Peu visible depuis Bruxelles où il vit depuis 1944, Jean Terfve ne s'est pourtant jamais départi d'une identité wallonne. Son appartenance maçonnique, son cabinet d'avocat et son mandat sénatorial le relient solidement à Liège. Son élection en 1968 comme président de l'aile wallonne du PC a matérialisé cette option profondément inscrite en lui et affirmée, avec quelques éclipses, aussi depuis la guerre.

Regrettant ultérieurement le « chauvinisme » et le « sentimentalisme » qui l'avaient animé, il a participé au Congrès national wallon de 1945 et a siégé à la commission chargée de définir le concept d'autonomie de la Wallonie dans le cadre belge. Il est demeuré membre du comité permanent du congrès jusqu'en 1950. Il prônait dès alors l'égalité complète entre Wallons et Flamands ainsi qu'une large autonomie. Mais le PC ayant voté en 1952 contre la proposition fédéraliste Merlot-Van Belle, Terfve est éliminé des tablettes du CNW. C'est par la grève de 1960-1961 qu'avec le PCB, Terfve réintègre la militance wallonne. Il siège dès 1961 au Bureau fédéral du MPW et participe désormais à toutes les initiatives wallonnes : Congrès d'Action wallonne, Collège exécutif de Wallonie (1965-1965), Pétitionnement (1963), Délégation des permanentes des quatre Mouvements wallons (1965). Il refuse cependant toute union sacrée, pointant la responsabilité du patronat dans le déclin wallon et appelant à l'union des progressistes, Wallons et Flamands, pour construire un Belgique fédérale. Il dénoncera dès 1971 la résistance des milieux unitaires à l'émergence des régions.

Congo 1959-1962 : incursion hors-piste mouvementée

De 1959 à 1962, une mission a absorbé Jean Terfve, le mettant occasionnellement en lumière mais dont l'essentiel demeura très largement secret. Ce champ lui était tout bonnement inconnu. L'Expo 58 entrouvrit l'accès de communistes au Congo ou plutôt de Congolais aux communistes. Dans le grand courant qui entraînait l'Afrique noire vers l'indépendance, la curiosité naquit chez certains Africains envers ce monde qui leur avait été jusque-là totalement interdit. Quelques contacts furent engagés en Belgique, principalement par des dirigeants de la Jeunesse communistes.

La répression brutale des manifestations de janvier 1959 à Léopoldville permit l'entrée en scène de l'avocat Jean Terfve. Il débarque fin janvier à Léopoldville à la demande des familles des bourgmestres Pinzi et Diomi alors incarcérés et poursuivis pour sédition. Dirigeant des Jeunesses congolaises et militant syndical, partisan de l'indépendance immédiate et emprisonné pour ses positions, Antoine Tshimanga- a fait également appel à lui. Pour la première fois un dirigeant connu du PCB débarque dans la colonie. Jean Terfve plonge dans une problématique dont il va très rapidement pénétrer les tours et détours et il va s'y immerger totalement. Malgré la volte-face des deux bourgmestres mis sous pression par l'appareil judiciaire colonial et qui récusent les trois maîtres bruxellois, (Jules Wolf et Jules Chomé sont de la partie) Jean Terfve est désormais l'un de

ceux auxquels s'adressent les militants nationalistes aux prises avec la justice. Sur place il prend d'utiles contacts, si bien qu'au moment de la Table ronde de janvier 1960, il apparaît comme conseiller officiel du CERECA, Centre de regroupement africain, basé au Kivu, fondé en août 1958 et dirigé par Anicet Kashamura. Il s'investit désormais dans la responsabilité du « travail congolais » du PC, en tandem avec Albert De Coninck, membre du Bureau Politique en charge des relations internationales, qui a dirigé les efforts antérieurs du PCB pour entrer en contact avec la colonie, le plus souvent sans échos. Du 25 mars au 10 avril 1960, Jean Terfve est à nouveau à Léopoldville et au Katanga. Il obtient la libération de Tshimanga. Ses notes révèlent des contacts approfondis avec Lumumba, avec le CERECA, le PSA. L'indépendance étant proche et le degré d'impréparation des partis nationalistes congolais immense, Terfve promet notamment de l'aide pour l'élaboration d'un programme économique et social. De ses notes se dégage l'importance accordée à Lumumba qui a noué antérieurement de chaleureux contacts à Bruxelles avec des dirigeants de la JCB.

Manifestement ses efforts ne sont pas passés inaperçus : les visas demandés pour le 30 juin par trois dirigeants du PC ne parviennent que bien après cette date. Si bien que Jean Terfve et De Coninck ne débarquent à Léo, après un détour par Conakry, qu'au début septembre, juste à temps pour assister à la mise à l'écart de Lumumba et l'arrivée de Mobutu. Expulsés, les deux Belges s'envolent vers Accra. Le 2 décembre Gizenga, Vice Premier Ministre de Lumumba installe à Stanleyville le « gouvernement légitime de la République du Congo ». Débute alors pour Jean Terfve, le plus souvent avec Albert De Coninck une folle épopée de plus de 10 mois. Leur temps va se partager en des voyages, séjours et âpres discussions, entre Conakry, Casablanca, Prague et Moscou. Objectifs : tenter d'organiser l'aide au gouvernement Gizenga, financière, matérielle, politique et militaire. Les discussions sont menées avec les autorités soviétiques à plusieurs niveaux, ainsi qu'avec les Tchèques. Mais le problème essentiel étant manifestement la question de l'acheminement vers Stanleyville, appel est fait à différents partis communistes susceptibles de fournir des relais et des hommes car il faut des spécialistes arabes, africains, européens. Ainsi des réunions se tiennent avec des envoyés des PC syrien, libanais, français, le PAI (Sénégal), l'UPC (Cameroun). Le Caire où est installé Mulele, le Soudan, le Ghana et la Guinée sont concernés. Terfve est au four et au moulin, dresse la liste des besoins, tente de naviguer dans ces milieux où des intérêts contradictoires s'expriment, où tout le monde se méfie de tout le monde. Manifestement son habileté diplomatique, son carnet d'adresses, la compétence acquise par les Belges (il dresse un tableau effarant de la méconnaissance totale du terrain affichée par l'ambassadeur chinois présent à Léo !) semblent faire merveille. L'objectif, concevable, est de se faire accréditer comme conseiller de Gizenga. Mais on sait aujourd'hui, les archives ayant parlé, que Nkrumah a fait volte-face dans l'aide promise et surtout que Krouchtchev ne désire pas aller à l'affrontement avec les USA pour une cause dont manifestement les Soviétiques n'ont pas compris l'enjeu. En août 1961, le gouvernement Adoula-Gizenga se constitue. Terfve demande aux Soviétiques de l'appuyer, mais son rôle est terminé. Il regagne Bruxelles après 10 mois de pérégrinations. Il demeure avocat dans quelques dossiers congolais, assure encore des contacts occasionnels, construit un cours destiné à des étudiants congolais en Belgique et... fait partie d'une commission Congo organisée par le Grand Orient de Belgique, aux côtés de Doucy, Harroy et Feldheim. Déçus par l'abandon des Soviétiques, les leaders nationalistes rebelles se tourneront qui vers la

Chine, qui vers Cuba. Le PCB sort du jeu. Il était apparu pendant une bonne année comme l'instrument compétent et efficace pour jouer « la carte anti-impérialiste » au Congo ...

Diplomate, rompu à la clandestinité comme aux contacts les plus officiels, homme de conviction, avec son compère De Coninck Jean Terfve a rempli son rôle avec brio. Les aspects cocasses de certaines situations « tropicales » n'avaient pas été pour déplaire aux deux complices.

Un personnage !

Ceci nous ramène à sa personnalité. « Ironie cinglante et destructrice » disait-il lui même dans son autocritique de 1954. Cette intelligence brillante a promené en effet son sourire quelque peu distant tout au long de son parcours, cédant rarement à la colère, certain de sa supériorité intellectuelle, ce qui flattait ceux qui étaient admis dans son proche entourage. Est-ce aussi le sentiment de sa valeur qui l'empêcha de façonner un ou des dauphins, de créer « un courant », un réseau ? Nul ne put en effet revendiquer son héritage.

Ce parti, il l'avait rejoint une fois pour toutes : Terfve était persuadé de l'avènement du socialisme. Ce n'était pas une vaine phraséologie qu'il employa pour démentir en 1947 des rumeurs sur son passage au PSB : il proclamait son indéfectible foi dans le marxisme, « seule conception rationnelle capable de donner des solutions correctes et nécessaires aux problèmes qui nous sont posés ». Autre dimension cardinale : son attachement à l'Union Soviétique, contracté dans les années trente et jamais démenti, au-delà des critiques sincères qu'il éleva contre les dérives du brejnévisme, bien plus, il faut le dire, qu'il n'analysa la période stalinienne. Sa fidélité, définissait il devant ses amis réunis pour ses 70 ans, n'était pas une fidélité absurde, mais bien une fidélité construite. Son appui à l'Eurocommunisme, pas totalement immédiat ni radical, fut clairement un ralliement fondé sur la raison plus que sur le cœur. A ses yeux le socialisme ne pouvait vaincre dans le monde qu'avec l'appui décidé de l'URSS.

Une pudeur certaine se marquait dans l'admiration réciproque, mais peu démonstrative que se témoignaient Jean Terfve et son épouse. Sa fille et son gendre ne l'entendirent jamais épiloguer sur son effacement, sur certaines humiliations qui lui furent imposées. Il avait pris intelligemment les devants, détricotant avec lucidité le processus qui avait construit le type de direction qu'il avait exercée.

Cet intellectuel issu de la classe moyenne avait cependant des jouissances de grand bourgeois, adorant les belles vitrines, les beaux vêtements, les beaux objets, les bons restaurants. Son cercle intime réunissait ce que nous pourrions désigner comme le (petit) salon communiste bruxellois. Il jouissait aussi de recevoir dans sa thébaïde de Dordogne.

Manifestement Jean Terfve a traversé les innombrables péripéties de sa vie en communiste heureux ! Dans le cadre qu'il s'était lui-même imposé, refusant par conviction les voies sans doute plus confortables qu'il aurait pu emprunter, il avait atteint les sommets et un statut incomparable. La maladie qui l'emporta brutalement, le

surprit, tous comptes réglés, quand tous les espoirs étaient lui étaient encore permis, bien avant l'effondrement de tout ce à quoi il avait consacré sa vie.

José Gotovitch
avril 2014

Statuts de reconnaissance et décorations :

Prisonnier Politique, Résistant par la Presse clandestine, Résistant Armé, Colonel de la Résistance

Commandeur de l'Ordre de la Couronne avec palme

Grand Officier Ordre de Léopold

Chevalier de la Légion d'Honneur 1947

Medal of courage (GB)

Ordre d'Octobre rouge, 1977

Sources

Jean TERFVE, *Vers la Rénovation de la Belgique. Rapport présenté au Comité Central élargi du Parti communiste de Belgique, le 12 août 1945*, Editions populaires, Bruxelles, 1945. Idem, *Le problème des dommages de guerre*, dans *Rénovation*, n° 10, octobre 1947, pp. 206-216.

CARCOB, Bruxelles : Archives Jean Terfve ; Procès-verbaux du Bureau Politique ; Procès-verbaux du Comité Central ; archives des Congrès ; dossiers CCP Jean Terfve, Andrée Legros-Terfve ;

RGASPI, Moscou : 495 193 23. Université de Liège, Archives de la Faculté de Philosophie et Lettres et Faculté de Droit (avec mes remerciements à Eric Geerkens).

Centre Historique des Forces Armées, dossier Jean Terfve n°3.183.969.

Secrétariat de la loge Hiram, GOB, Liège

Interviews Jean Terfve, 1964 et 1965, Lise Meur-Terfve, 2012, par l'auteur

Jean Terfve a 70 ans, dans *Le Drapeau Rouge*, 29/30 janvier 1977. « Itinéraires », émission TV d'André Romus consacrée à Jean Terfve : « Quarante ans de communisme ». *Le « camarade » Jean Terfve, avocat, jeune homme de bonne famille qui a mal tourné*, dans *L'Appréciation*, Bruxelles, 16 mars 1946.

Rénovation, Communisme, Cahiers Marxistes, partim

José Gotovitch, *Du Rouge au tricolore. Les communistes belges de 1939 à 1944. Un aspect de l'histoire de la Résistance en Belgique*, Bruxelles, 1992. Nicolas Naif, *L'eurocommunisme en Belgique. Crises et débats autour d'une voie belge au socialisme (1954-1982)*, Bruxelles, 2004. Paul Delforge, *Encyclopédie du Mouvement Wallon*, Notice Jean Terfve. Gotovitch, Delwit, De Waele, *L'Europe des communistes*, Bruxelles, 1992. Chantal Kesteloot, *Parti communiste et mouvement wallon (1960-1965) : une rencontre avortée ?* dans *Cahiers Marxistes*, 222, juin-juillet 2002, pp 63-87. Yannick van Praag, *Les communistes belges et le Congo*, dans *Les Cahiers de la Fonderie*, 38, 2008, p. 47-52. Sergei Mazov, *Soviet Aid to the Gizenga Government in the former Belgian Congo (1960-1961) as reflected in Russian Archives* dans *Cold War History*, 7, 2007, p.

425-437. Belot François, . *Quelle marge de manoeuvre pour un ministre communiste belge? Le cas de Jean Terfve, ministre de la Reconstruction (1946-1947)*. Mem licence inédit , Histoire. Bruxelles, ULB: 2017.

